

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, le premier ministre essaie de me faire changer de ton, mais j'apprécie sa générosité.

● (1420)

LA DÉCLARATION DU MINISTRE

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, le ministre de la Consommation et des Corporations a déclaré récemment à l'émission de radio, *Sunday Morning*, à Radio-Canada:

C'est depuis 1969 que l'on réclame des changements à cette loi et cela nous coûte très cher. En effet, chaque fois que vous négociez quelque chose, qu'il s'agisse des pluies acides ou du bois d'oeuvre, par exemple, cette question revient sur le tapis et cela ne date pas d'hier.

Pourquoi le premier ministre veut-il inclure le prix des médicaments et l'industrie pharmaceutique dans les négociations avec les États-Unis? Pourquoi cède-t-il devant les intérêts américains et impose-t-il des hausses de prix à nos retraités, nos personnes âgées et nos malades?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, il n'est pas question de céder. Il n'est pas question d'imposer des hausses de prix à qui que ce soit. Le député le sait parfaitement. Je le répète, il s'agit d'un train de mesures équilibrées et conformes, selon nous, aux exigences d'un pays industrialisé qui doit affronter la concurrence mondiale et qui désire faire sa part dans le domaine de la recherche et du développement.

Je n'ai pas lu la transcription des propos cités par le député, mais en d'autres circonstances, le ministre a donné, à l'égard des prix, des garanties qui devraient le satisfaire. Elles visent à faire en sorte que les défavorisés n'aient pas à pâtir de cette mesure et à ce que les prix n'augmentent pas.

M. Nunziata: Nous ne vous faisons pas confiance.

[Français]

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE RETIRER LE PROJET DE LOI

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, les premières paroles du premier ministre sont généreuses à mon égard et je lui en suis reconnaissant.

De toute façon, peut-il être aussi généreux envers les malades et les personnes âgées au Canada? Étant donné les circonstances, peut-il demander à son ministre de retirer le projet de loi qui affectera le prix des médicaments?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, le député doit reconnaître que la façon dont il formule sa question ne couvre pas tous les aspects du problème et notamment le fait que les Canadiens pourront également avoir accès aux médicaments les meilleurs et les plus récents.

Je signale également au député que ce n'est pas aussi clair en ce qui concerne les personnes âgées. La Fédération de l'Age d'Or du Québec s'est prononcée énergiquement en faveur de cette loi. Il faut également en tenir compte.

Questions orales

LA POSITION DES MULTINATIONALES

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. N'est-il pas exact que la principale raison pour laquelle le gouvernement américain a fait pression sur le gouvernement canadien pour qu'il change la Loi sur les brevets en matière de produits pharmaceutiques, c'est que les multinationales américaines craignent que d'autres pays industrialisés n'adoptent le système canadien, ce qui poserait en modèle mondial la concurrence forcée des produits génériques.

Des voix: Bravo!

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Non, monsieur le Président, il ne s'agit pas seulement des États-Unis. Il y a aussi la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays d'Europe plus particulièrement. Je réponds à l'honorable parlementaire que nous voulons ce qu'il y a absolument de mieux pour notre régime de soins de santé, technologies comprises, et l'une des grandes technologies touche aux médicaments nouveaux. Au Canada nous voulons avoir ce qu'il y a absolument de mieux et nous sommes en droit de l'avoir.

Si je demandais au député de me nommer un produit pharmaceutique mis au point au Canada depuis 50 ans à partir du début, il ne pourrait pas m'en nommer un.

Une voix: L'insuline.

M. Epp: L'insuline a été mise au point il y a 64 ans, ce qui montre bien pourquoi nous nous devons de modifier cette loi.

Des voix: Bravo!

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Douglas C. Frith (Sudbury): Monsieur le Président, peut-être le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pourra-t-il répondre à cette question. Comment se fait-il que le gouvernement n'a tenu absolument aucun compte d'une des grandes recommandations du rapport Eastman, qu'il est allé chercher bien en dehors des recommandations de ce rapport, que vous avez baissé pavillon, que vous vous êtes inclinés...

Des voix: Règlement, règlement!

M. le Président: A l'ordre.

M. Frith: Merci, monsieur le Président. Je m'excuse.

La question que je désire poser, celle qui compte surtout, c'est la suivante. Comment se fait-il que le gouvernement s'est incliné devant les capitaux des multinationales sous domination étrangère, sans se préoccuper le moins du monde des intérêts des travailleurs et des consommateurs canadiens?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, aucune de ces accusations n'est exacte. Le ministre de la Consommation et des Corporations vient d'annoncer un programme de 70 millions de dollars à l'intention des universités Dalhousie et Memorial. Voilà le genre de recherches que nous voulons pour Dalhousie, pour Montréal, pour l'Ontario et pour l'Ouest. Il y a de jeunes Canadiens qui veulent effectuer cette recherche-là.